



ENSEMBLE CONTRE LA CORRUPTION

E.C.C.

Port-au-Prince, le 27 août 2020

Monsieur Rogavil BOIGUENE
Président de la Cour Supérieure des
Comptes et du Contentieux Administratif
1, Rue 6, Avenue Christophe
Port-au-Prince.



Monsieur le Président,

Ensemble Contre la Corruption (ECC) vous présente ses compliments et estime opportun de vous adresser cette correspondance relative à l'acquisition par l'État haïtien de quinze (15) véhicules blindés pour la Police Nationale d'Haïti. Reçus le 22 février dernier, ces blindés auraient coûté chacun 143,500 dollars américains, soit 2, 152,500 dollars américains au total. De plus, leur transport aurait coûté 825.000 dollars américains. Or, le coût normal d'un de ces blindés est de 100,000 dollars américains. Leur transport devait coûter en moyenne 125,000 dollars américains.

Actuellement, six (6) mois après cette transaction, neuf (9) d'entre eux sont en panne.

Ensemble Contre la Corruption s'inquiète de l'efficacité et de l'efficience d'une telle opération d'acquisition, faisant émerger un ensemble d'interrogations sur cette transaction d'État :

- Quelles sont les personnes et institutions impliquées à l'étude d'opportunité ayant porté les responsables à choisir ces modèles de véhicule et participé à l'examen des offres reçues pour conclure la transaction,
- La loi de la concurrence n'a-t-elle pas été appliquée ?
- S'agissait-il de véhicules neufs ou usagés ?
- Quel est le coût réel d'un blindé de cette catégorie ?
- Quel est le nom de la firme bénéficiaire de cette transaction ?
- Existe-t-il un rapport sur l'état de ces véhicules blindés à leur réception ?
- Y-a-t-il un rapport d'expertise sur l'état actuel des véhicules accompagné d'explications claires sur les raisons des pannes de neuf (9) d'entre eux ?
- La Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA) a-t-elle validé ce contrat?

Ces interrogations portent Ensemble Contre la Corruption à solliciter de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA), instance de contrôle des dépenses de l'État, une enquête sur ladite transaction afin de rassurer les citoyens et citoyennes doutant de la bonne volonté des dirigeants du pays à respecter scrupuleusement le bien commun et à promouvoir l'intérêt général de la population.

Tout en souhaitant qu'un suivi sera donné à cette requête, Ensemble Contre la Corruption vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de ses patriotiques salutations.



Me. Gédéon JEAN
Président

CARDH

Centre d'Analyse et de Recherche en
Droits de l'Homme

CEDH

Centre oecuménique des Droits de
l'Homme

CE-JILAP

Commission Episcopale Nationale Justice
et Paix

CONHANE

Conseil Haïtien des Acteurs Non Etatiques

CRESFED

Centre de Recherche et de Formation
Economique et Sociale pour le
Développement

PAJ

Programme Pour une Alternative de
Justice

RNDH

Réseau National de Défense des Droits
Humains

SKL

Saint Karl Lévêque